

6 Débats

Défendre le français face aux assauts alémaniques

OPINION



YANNICK MAURY
ENSEIGNANT, DÉPUTÉ VERT AU GRAND CONSEIL VAUDOIS

La Suisse alémanique n'en est pas à son coup d'essai à l'endroit du français, puisque ses tentatives de réduire l'enseignement de la deuxième langue nationale ont commencé il y a près de deux décennies, avec une première estocade portée, heureusement sans succès, en 2006.

Cette année-là, la population thurgovienne avait rejeté une initiative qui souhaitait reléguer les cours de français à l'école secondaire.

Depuis cette première tentative, les assauts n'ont fait que gagner en intensité, particulièrement au milieu des années 2010, où une nouvelle initiative a été lancée, à Nidwald cette fois-ci et avec le soutien de l'exécutif cantonal, pour supprimer de l'école primaire l'apprentissage de la langue de Molière.

Dernier épisode en date, la suppression programmée des classes bilingues (Clabi) en ville de Berne à partir de la rentrée 2026, alors même que ce fonctionnement donnait pleine satisfaction aux élèves et à leurs parents.

Ce qui inquiète particulièrement, lorsque l'on analyse l'évolution de la situation, c'est la provenance des attaques politiques. Si les premières remises en question de l'enseignement du français émanaient presque exclusivement d'une partie de la droite conservatrice, elles sont désormais aussi le fait de personnalités de gauche, à l'image de la municipalité de notre capitale nationale. La responsable bernoise du dicastère scolaire partage d'ailleurs la même étiquette verte que le soussigné.

C'est une preuve, s'il en fallait, que la bataille est davantage culturelle que partisane.

Or la Suisse repose précisément sur une diversité linguistique et culturelle. S'attaquer, via l'école, à un aspect de notre culture revient donc à attaquer les fondements de notre Etat fédéral dans son ensemble.

A contrario de nos voisins germanophones, la Romandie n'a eu de cesse, ces dernières décennies, de renforcer la place de l'allemand dans les programmes scolaires. Depuis son entrée en vigueur il y a une quinzaine d'années environ, le plan d'études romand (PER) consacre l'enseignement de l'allemand à partir de la 5^e année. Cet accord intercantonal protège ainsi, d'une

certaine façon, la première langue nationale d'éventuelles velléités dislocatrices.

En somme, que ce soit par le biais d'un apprentissage précoce, d'échanges linguistiques ou encore par le renforcement des classes bilingues, les cantons de langue française ont cherché ces dernières années à valoriser la culture alémanique.

Le canton de Vaud est même allé plus loin en novembre 2023: comme un symbole en ces temps de remise en question linguistique, le Grand Conseil vaudois a soutenu un postulat pour demander au Conseil d'Etat d'élaborer une stratégie d'apprentissage pour le suisse allemand.

C'est donc de façon curieuse que nous pouvons constater un traitement asymétrique des langues nationales des deux côtés de la Sarine.

Cela étant et au-delà du simple symbole, cette tendance de fond affaiblit concrètement le dialogue interculturel, ralentit la mobilité professionnelle et menace la cohésion de notre pays multiculturel en agrandissant le fossé entre francophones et Alémaniques, fossé, ma foi, trop apparent après chaque dimanche de votations.

Dans un contexte de repli, de clivages sociaux et politiques croissants, il est nécessaire de renforcer activement la promotion des langues nationales. Ceci pour que la Romandie puisse peser de tout son poids dans la conduite du pays, elle qui est souvent la grande oubliée des investissements fédéraux, comme en témoigne par exemple la politique en matière de transports publics.

Les postures alémaniques sont inquiétantes et il est dès lors de notre devoir, en tant que représentantes et représentants des cantons francophones, de défendre notre langue et notre culture de façon unie, non pas dans notre seul intérêt mais dans celui du pays tout entier. Car un pays plurilingue soudé avancera toujours plus loin qu'une nation culturellement homogène mais en proie à la mésentente et aux querelles intestines. ■

Plurilinguisme à Berne: la capitale en plein déni?

OPINION



TILL BURCKHARDT
CHERCHEUR ASSOCIÉ EN POLITIQUES LINGUISTIQUES À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Capitale fédérale et cantonale, Berne est appelée à incarner le plurilinguisme suisse dans toute sa complexité. L'administration fédérale applique des valeurs cibles pour les communautés linguistiques (entre 21,5 et 23,5% pour les francophones) et promeut le principe du «chacun parle sa langue» sur le lieu de travail. Face au risque d'hémorragie de communes francophones vers le canton

du Jura, l'administration cantonale s'engage, elle aussi, à être exemplaire en termes de bilinguisme institutionnel.

Cependant, cette diversité vécue s'arrête le plus souvent aux portes des offices. La maîtrise du dialecte local demeure essentielle pour une intégration sociale accomplie et le système scolaire de la ville et de sa région fonctionne uniquement en allemand. Pour les familles francophones, des choix difficiles s'imposent: intégrer les enfants dans un système éducatif purement alémanique, ou multiplier les trajets avec tout ce que cela implique pour l'organisation de la vie familiale?

Lancées en 2018 dans le cadre d'un projet pilote de la ville de

Berne, les classes bilingues constituent une solution prometteuse à ce dilemme, au moins sur le papier. Loin de tout repli communautaire, elles visent à assurer un enseignement bilingue, intégré dans des écoles publiques de quartier, et compatible à la fois avec les plans d'études alémanique et romand.

L'expérimentation a suscité un enthousiasme immédiat: les demandes d'inscription ont largement dépassé l'offre du projet pilote, des quartiers ont exprimé leur volonté d'accueillir de nouvelles classes et l'écho médiatique s'est fait entendre bien au-delà de la ville.

Mais ces espoirs ont été balayés du revers d'une main par un tour de force du dicastère municipal chargé du dossier, sans consultation préalable des milieux concernés. Les classes bilingues seront supprimées dès la rentrée 2026,

sans alternative en vue. Cette vision pédagogique inclusive, cohérente avec les ambitions écologiques et sociales de la ville, n'a pas résisté aux réticences tenaces des services scolaires municipaux, manifestement indifférents aux enjeux en lien avec l'altérité linguistique découlant du statut de Berne en tant que capitale cantonale et fédérale.

A cette claque inattendue s'ajoute une autre menace: la possible fermeture l'École cantonale de langue française (ECLF), seul établissement public francophone de la région, dans le viseur du plan d'économies du Conseil fédéral.

Supprimer l'offre scolaire en français à Berne, c'est condamner les familles à renoncer, au moins sur un plan scolaire, à la transmission de leur langue à leurs enfants – ou à prendre la route vers des contrées linguistiquement plus accueillantes, au prix des heures perdues, des inévitables coulées de béton et des incohérences d'un modèle de développement que l'on croyait derrière nous.

Cela revient aussi à nier les résultats du vote historique du 24 novembre sur l'élargissement des autoroutes, particulièrement marqué en ville de Berne, où près de 75% des votantes et votants ont glissé un non.

Si l'on veut réduire le mitage, les trajets et la circulation, il faut impérativement répondre aux besoins spécifiques de l'écosystème plurilingue de la Berne fédérale – et proposer des alternatives crédibles à la «navette». Cela demande une action coordonnée et durable de la Confédération, des cantons et des communes concernées dans leurs domaines de compétence respectifs, allant au-delà de projets pilotes isolés.

L'électrochoc déclenché par l'annonce de la fermeture de deux écoles emblématiques réveillera-t-il enfin les consciences? On ne peut que l'espérer. Si la parité de traitement des communautés linguistiques dans cet écosystème reste un enjeu politique majeur, et que le mitage territorial à outrance n'est plus une option, repenser la dimension linguistique de nos espaces de vie s'impose. Cela passe aussi, et surtout, par l'école! ■

Langues nationales en danger?

Fermeture des classes bilingues en ville de Berne. Disparition du français à l'école primaire dans certains cantons alémaniques. Attaque frontale contre son enseignement au parlement zurichois. Le français va-t-il subir le sort de l'italien au niveau national? *Le Temps* ouvre le débat.

Chassée du paradis, la Suisse se retrouve liée à l'Europe

OPINION



FRANÇOIS CHERIX
ESSAYISTE

On reporte de nouveau la régulation des plateformes numériques conformément aux injonctions du vice-président Vance

Longtemps, l'Histoire fut douce avec la Confédération. Tolérante, elle fit de sa neutralité une convention respectée de tous. Protectrice, elle lui épargna les souffrances de deux guerres mondiales. Généreuse, elle lui permit de prospérer merveilleusement au cœur de l'Union européenne, sans devoir en partager les responsabilités.

Pour la Suisse, une règle s'est imposée, «rester locale en politique, être mondiale au plan économique». Cette philosophie a dominé la plupart de ses attitudes. On aurait tort d'assimiler cette stratégie d'inexistence géopolitique à une faiblesse. Il s'agit au contraire de s'extraire ostensiblement des tourments du monde pour mieux y multiplier les conquêtes économiques. A l'évidence, cette posture favorise les affaires. Mais elle a d'autres vertus. Neutres, les citoyens suisses ne sont responsables de rien. Hors jeu, ils peuvent distribuer leurs bons ou mauvais points aux Etats qui les entourent. Au balcon, ils observent les rues voisines, s'amuse ou

s'inquiètent de leurs turpitudes, sans se sentir concernés.

Aujourd'hui, hélas, l'Histoire brise ce schéma confortable. Les empires prédateurs sont de retour. La Chine s'arme à grande vitesse. La Russie envahit l'Ukraine. Les Etats-Unis ménagent l'agresseur, rêvent d'annexer le Canada ou le Groenland, traitent l'Europe en adversaire, tout en lançant une vaste guerre commerciale qui n'épargne pas la Confédération.

Pour la Suisse, le choc est triple. Tout d'abord, le grand frère américain en qui elle a placé sa confiance, le champion du libéralisme devient un ogre protectionniste, susceptible de déclencher un chaos mondial. Le modèle tant aimé disparaît. Deuxième traumatisme, s'agissant des taxes douanières, le héros de toujours n'a pas mieux traité son admiratrice que l'Union européenne. Le refus d'appartenir au grand club des régulateurs n'est plus automatiquement un atout et la neutralité source de prospérité. Enfin,

dernier drame, il est temps de choisir son camp. Alors que le monde libre se fracture et vacille face aux régimes autoritaires, zigzaguer en espérant échapper aux prédateurs s'avère périlleux.

Voilà la Suisse chassée du paradis. Elle vivait dans une forme d'innocence géopolitique, fermant les yeux sur les batailles des uns et des autres, cultivant paisiblement son jardin. Or, ce qu'elle croyait vertu devient péché. L'Histoire lui montre du doigt la division entre le bien et le mal. Elle ne peut plus ignorer les affrontements économiques ou militaires entre les démocraties et les tyrannies. Quittant son Eden, sidérée, elle éprouve soudain sa nudité stratégique. Quelle route doit-elle prendre?

Dans l'immédiat, elle semble vouloir remonter le temps. Même si la volonté d'échapper aux taxes douanières américaines est parfaitement légitime, l'inféodation fébrile à Donald Trump dérange. On ignore ses délires proto-fascistes. On met en place une noria

de lobbyistes chargés de multiplier les offres bienveillantes. On parle d'investir des milliards aux Etats-Unis. On reporte de nouveau la régulation des plateformes numériques conformément aux injonctions du vice-président Vance. Bref, on devine la Suisse prête à tout pour redevenir la préférée de l'Amérique, bénéficiant d'un traitement privilégié.

Ces séductions ont-elles une chance de réussir? Ou ne sont-elles que des courbettes vouées à l'échec? L'avenir le dira. Dans tous les cas, le principe de réalité doit l'emporter sur la recherche du paradis perdu. Face à la force renversant le droit, la Confédération n'a plus d'autre choix que de resserrer fortement et sans barguigner ses liens avec l'Union. Le bonheur de n'appartenir à aucun camp s'achève. Des blocs se forment et se défont. Que leurs guerres soient transitoires ou durables, la Suisse tirée de son insouciance se retrouve profondément attachée à l'Europe, là où se joue depuis des siècles sa liberté. ■